



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris 22 Juillet 2020

Juillet Noir n'oublions pas cette date-23 Juillet 1983.

"Ils ont bloqué la porte de la voiture et ont empêché les Tamouls de quitter le véhicule. Des centaines de spectateurs ont regardé comme environ 20 Tamouls ont été brûlés à mort. »- London Daily Express, Aug1983

Les événements de Juillet 1983 sont émouvants pour toute la population tamoule dans le monde entier. Entre le 24 Juillet et le 29, les Tamouls ont été systématiquement ciblés par la violence à Colombo et dans d'autres parties du Sri Lanka.

37e anniversaire du pogrom de juillet noir de 1983 contre les Tamouls par Sri Lanka et il se poursuit.....

Les Tamouls du monde entier commémoreront la 37e année du Tamil Génocide of Black en juillet 1983.

Plus de trois mille Tamouls ont été massacrés parce qu'ils étaient Tamouls par des foules cinghalaises en maraude, avec l'aide de policiers et du service de sécurité.

Il semble que l'actuel président du Sri Lanka Gotabaya Rakapaske, à l'époque un soldat, faisait partie des voyous cingalais qui saccageaient les centres d'affaires et les maisons appartenant à des Tamouls.

À partir du 23 juillet 1983, des foules cinghalaises armées portant la liste électorale, ont déchaîné et massacré plus de 3 000 Tamouls au Sri Lanka.

Après être resté silencieux pendant une semaine de violence dirigée contre des hommes, des femmes et des enfants tamouls sans défense, le London Daily Telegraph citait alors le président cingalais JR Jayawardena répondant: «Je ne suis pas inquiet de l'opinion du peuple de Jaffna (tamoul), maintenant nous ne pouvons plus penser à eux, ni à leur vie ni à leur opinion ... Plus vous faites pression dans le nord, plus le peuple cingalais sera heureux ici ... Vraiment, si

La Maison du Tamil Eelam
Centre de Protections des Droits du Peuple Tamoul
28 Place de la Chapelle- 75018 Paris- Siret N° 527 913 933 00018
Tel : 06 52 72 58 67 – email : mte.france@gmail.com

je prive les Tamouls de faim, le peuple cinghalais sera heureux ", signifiant l'approbation tacite du gouvernement sri-lankais.

Ces massacres massifs et la destruction de biens et d'entreprises appartenant à des Tamouls ont conduit les observateurs internationaux, y compris la Commission internationale de juristes, à déclarer ces actes de «juillet noir» comme un génocide des Tamouls.

Au même moment, cinquante-trois prisonniers politiques tamouls ont été assassinés alors qu'ils étaient détenus par le gouvernement. Trente-cinq prisonniers politiques tamouls (détenus en vertu de la tristement célèbre loi sri-lankaise sur la prévention du terrorisme, qui a été décrite par la Commission internationale de juristes comme `` une tache laide sur le statut de tout pays civilisé ") ont été tués dans les murs prison de haute sécurité de Welikade, à Colombo, le 25 juillet. Deux jours plus tard, le 27 juillet, 18 autres prisonniers politiques tamouls ont été tués dans les limites de la même prison de Welikade.

David Beresford dans The Guardian 5, 10 août 1983 ...

"Les yeux" arrachés "dans la prison sri-lankaise"

.. ce sont les massacres dans la prison de Welikade qui attirent le plus l'attention. Les circonstances dans lesquelles deux présumés chefs de guérilla ont été tués présentent un intérêt particulier. Les deux hommes, Sellarasa "Kuttimani" Yogachandiran, chef de l'Organisation de libération de l'Eelam tamoul et écrivain politique, et Ganeshanathan Jeganathan avaient été condamnés à mort.

Dans des discours depuis le quai, les deux hommes ont annoncé qu'ils donneraient leurs yeux dans l'espoir d'être greffés à des Tamouls qui verraient la naissance d'Eelam, l'État indépendant qu'ils combattaient. Des rapports de seconde main de la prison de Batticaloa, où les survivants du massacre de Welikada sont actuellement détenus, indiquent que les deux hommes ont été forcés de s'agenouiller et leurs yeux arrachés avec des barres de fer avant d'être tués. Selon une version, la langue de Kutimani a été coupée par un agresseur qui a bu le sang et a crié: «J'ai bu le sang d'un tigre».

Les deux hommes figuraient parmi les 35 tués dans la prison de Welikada le 25 juillet. 17 autres ont été tués dans la prison deux jours plus tard et le Guardian a obtenu un compte rendu de première main d'une partie des combats dans cet incident, y compris les circonstances dans lesquelles le responsable d'une organisation pacifiste Gandhian, le Dr Rajasunderam, est décédé. Le Dr Rajasunderam était l'un des neuf hommes, dont deux prêtres catholiques et un ministre méthodiste, qui ont été déplacés hors de leurs cellules immédiatement après les meurtres du 25 juillet - pour faire place aux survivants dans leurs

cellules pour des raisons de sécurité - dans une salle cadenassée, à l'étage dans le même bloc. Les neuf, convaincus que de nouvelles attaques étaient à venir, ont fait des démarches répétées auprès des autorités pénitentiaires le 26 juillet pour de meilleures mesures de sécurité. Des assurances ont été données qu'elles seraient protégées, mais rien n'a été fait.

À 14 h 30 le 27 juillet, entendant des cris et des sifflements à l'extérieur, l'un des prêtres a regardé par une haute fenêtre et a vu des prisonniers entrer par effraction depuis une enceinte voisine, brandissant des haches, des barres de fer, des morceaux de bois de chauffage et des bâtons. Il n'y avait aucun signe des gardiens de prison. La foule, qui a ensuite tué 16 prisonniers dans les cellules du rez-de-chaussée, a couru vers le hall et a commencé à casser le cadenas. Le Dr Rajasunderam est alors allé à la porte et a crié: "Pourquoi essayez-vous de nous tuer? Qu'est-ce que nous vous avons fait?" A ce moment, la porte s'est ouverte et le Dr Rajasunderam a été frappé sur le côté du cou par une longueur de fer. On a vu du sang gicler de plusieurs mètres. "À ce stade, nous avons pensé que nous devons nous défendre", a raconté l'un des prisonniers. "Nous avons cassé les deux tables dans le hall et pris les jambes pour nous défendre." «Nous les avons tenus à distance. Ils nous ont jeté des briques. Nous les avons rejetées. Des morceaux de bois de chauffage et une barre de fer nous ont été lancés. Nous les avons utilisés pour nous défendre. Cela a duré environ une demi-heure.

Ils ont crié: "Vous êtes les prêtres, nous devons vous tuer." "Le meurtre a finalement été mis fin par l'armée, qui s'est installée avec des gaz lacrymogènes. Une enquête a été ouverte sur les massacres de Welikada, mais les détails ci-dessus ne sont pas apparus. Les gardiens de prison affirment que les clés des cellules leur ont été volées. Les avocats des prisonniers qui ont accusé les gardiens d'avoir participé, affirment qu'ils n'ont pas eu la possibilité de présenter des preuves malgré les représentations auprès du gouvernement. "

"Selvarajah Yogachandran, populairement connu sous le nom de Kuttimuni, un membre nommé du Parlement sri-lankais ..., l'un des 52 prisonniers tués dans la prison de haute sécurité de Welikade à Colombo, le 25 juillet 1983 a été contraint de s'agenouiller dans son cellule, où il était à l'isolement, par ses assaillants et a reçu l'ordre de les prier.

Lorsqu'il a refusé, il a été raillé par ses bourreaux au sujet de son dernier souhait, lorsqu'il a été condamné à mort. Il avait voulu que ses yeux soient donnés à quelqu'un pour qu'au moins cette personne puisse voir un Eelam tamoul indépendant.

Les assaillants se sont alors déchirés les yeux ... Il a ensuite été poignardé à mort et ses testicules ont été arrachés de son corps. Cela a été confirmé par l'un des

médecins qui avait mené dès l'autopsie du premier groupe de 35 prisonniers. " (Madras Hindu, 10 août 1983)

La Commission internationale de juristes a commenté:

"On ne sait pas comment les meurtres ont pu se dérouler sans la connivence des responsables de la prison, et comment les assassinats auraient pu être répétés après un intervalle de deux jours, puisque la prison de Welikade est une prison de haute sécurité et les prisonniers tamouls étaient conservés dans des cellules séparées ... "(Violence ethnique au Sri Lanka, 1981-83: rapport de la Commission internationale de juristes, CIJ Review)

<< ... il est pertinent de mentionner le massacre horrible de 53 prisonniers tamouls dans la prison de Welikade à Colombo les 25 et 27 juillet de l'année dernière. Beaucoup d'entre eux n'étaient que des détenus soupçonnés et non condamnés. Après avoir été brutalement assassinés, leurs épouses, sœurs, enfants et parents n'ont appris leur mort que par la radio. Le fait que les corps de ces détenus aient été enterrés ou incinérés sans qu'aucun membre de la famille ne le sache ou n'y soit présent n'a été encore plus terrible. la chance d'avoir un dernier regard sur le corps.

Aucune expression moralisatrice de tristesse ou déclaration faite devant la Commission selon laquelle le gouvernement sri-lankais n'était pas fier de ce qui s'est passé à la prison de Colombo ne serait acceptable pour le monde civilisé, quand à ce jour, le gouvernement a échoué ou négligé ou refusé de ordonner une enquête judiciaire indépendante sur ce massacre sans précédent de ceux qui étaient sous la garde du gouvernement. (Déclaration de All India Womens Conférence à la Sous-commission des Nations Unies sur la prévention de la discrimination et la protection des minorités, 24 août 1984)

«Les massacres les plus brutaux et évidemment les mieux organisés ont eu lieu dans les limites d'une prison située dans la capitale. Une prison est par définition un établissement de haute sécurité, c'est particulièrement le cas de la prison de Welikade qui même selon la terminologie officielle du Sri-Lankais gouvernement, est un établissement de " sécurité maximale ". Pourtant, pas un mais deux massacres horribles se produisent dans ses murs en l'espace d'une semaine! ... " (RK Karanjia dans The Blitz, 6 août 1983)

Les procès de militants tamouls en vertu de la loi sur la prévention du terrorisme sont devenus un embarras pour le gouvernement. Des allégations de torture ont attiré des observateurs de la Commission internationale de juristes et d'Amnesty International. La Cour elle-même est devenue un forum d'agitation à l'appui de l'affirmation du peuple tamoul selon lequel il constitue une nation.

L'enquête interne n'a rien donné et aucun n'a été condamné.

Trente-sept ans après les pogroms de juillet noir qui ont tué des milliers de civils tamouls innocents, les Tamouls vivant dans le nord et l'est du pays continuent de subir des violations des droits de l'homme et un génocide prolongé à ce jour.

En mai 2009, l'armée cinghalaise a été responsable du massacre de plus de 70 000 civils tamouls par des bombardements aveugles avec des armes chimiques interdites. Plus de 146 000 civils tamouls sont toujours portés disparus.

Onze ans plus tard en 2020, les Tamouls continuent de subir non seulement une persécution violente bien documentée, mais aussi un génocide plus lent et délibéré visant à détruire leur culture et leurs moyens de subsistance.

Le génocide prolongé des Tamouls aujourd'hui est perpétré par une occupation militaire brutale et un programme de colonies cinghalaises.

Le Sri Lanka a été témoin d'une vague de groupes de travail présidentiels en 2020. Trois groupes de travail ont été nommés par le président Gotabaya Rajapaksa en réponse au COVID-19, un autre concernant la réduction de la pauvreté et un sur les affaires d'éducation. [1] Les deux plus récents sont le Groupe de travail présidentiel chargé de bâtir une société de pays sûr, disciplinée, vertueuse et légale (créé par la Gazette Extraordinaire n ° 2178/18) et le Groupe de travail présidentiel pour la gestion du patrimoine archéologique dans la province de l'Est (créé par Gazette Extraordinaire n ° 2178/17), tous deux datés du 2 juin 2020.

Le 2 juin 2020, le président sri-lankais Gotabaya Rajapaksa a publié une gazette extraordinaire établissant un «Groupe de travail présidentiel de 13 membres pour construire un pays sûr, une société disciplinée, vertueuse et légale». Le groupe de travail est entièrement composé de fonctionnaires de l'armée, du renseignement et de la police. Il sera dirigé par le secrétaire à la Défense, le général de division à la retraite Kamal Gunaratne.

«Ce groupe de travail présidentiel constitue un autre acte de dépassement par un gouvernement qui cherche à tirer parti de la pandémie COVID-19 pour étendre davantage ses pouvoirs», a déclaré Frederick Rawski, directeur régional de la CIJ pour l'Asie et le Pacifique. «Son mandat est trop vaste, et il habilite ses membres de l'armée et de la police - y compris des criminels de guerre présumés - à un moment où une élaboration de politiques forte, indépendante et menée par des civils est ce qu'il faut.

L'armée contrôle tous les aspects de la vie individuelle, sociale et professionnelle et l'occupation militaire menace la sûreté et la sécurité des Tamouls de l'île.

La destruction des sites archéologiques tamouls qui sont supplantés par des reliques bouddhistes pour effacer toute trace de l'existence historique des Tamouls sur leur terre natale se poursuit à un rythme accéléré.

Le bilan lamentable de Sri Lanka en matière d'enquêtes internes sur ces pogroms et son refus de punir les responsables signifient que seule une enquête indépendante, impartiale et internationale est nécessaire de toute urgence pour METTRE FIN au génocide.

Une intervention internationale est nécessaire de toute urgence pour protéger les Tamouls restants d'une nouvelle annihilation.

Thiruchchoti.T
Responsable Politique et relation publique,
Tel : 06 52 72 58 67
Email : mte.France@gmail.com

La **Maison du Tamil Eelam**, association française - régie par la loi de 1901- créée en 2009 avec le soutien de nombreuses organisations de la communauté tamoule de France, tente de mobiliser les compétences et les connaissances de ses membres, des sympathisants et des proches y compris des dirigeants au sein des gouvernements, institutions et organisations dans le but d'alléger les souffrances de la communauté tamoule de l'île du Sri Lanka et de revendiquer leur droit à l'auto-détermination dans un cadre démocratique, en conformité avec le droit international, les pactes et conventions.

Pour plus d'informations, concernant notre mission et notre statut, contactez : mte.france@gmail.com.

La Maison du Tamil Eelam
Centre de Protections des Droits du Peuple Tamoul
28 Place de la Chapelle- 75018 Paris- Siret N° 527 913 933 00018
Tel : 06 52 72 58 67 – email : mte.france@gmail.com